Le lycée de Saint-Denis, de la création du collège royal au lycée colonial : histoire d'un établissement secondaire sous un gouvernement colonial

The lycée of Saint-Denis, from the creation of the collège royal to the colonial high school: history of a secondary school under a colonial government

Clémence Préault

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/insitu/32505>

DOI : 10.4000/insitu.32505

ISSN : 1630-7305

Éditeur

Ministère de la Culture

Référence électronique

Clémence Préault, « Le lycée de Saint-Denis, de la création du collège royal au lycée colonial : histoire d'un établissement secondaire sous un gouvernement colonial », *In Situ* [En ligne], 45 | 2021, mis en ligne le 20 juillet 2021, consulté le 14 décembre 2022. URL : <http://journals.openedition.org/insitu/32505> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/insitu.32505>

Ce document a été généré automatiquement le 14 décembre 2022.

Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International
- CC BY-NC-ND 4.0
<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>

Le lycée de Saint-Denis, de la création du collège royal au lycée colonial : histoire d'un établissement secondaire sous un gouvernement colonial

The lycée of Saint-Denis, from the creation of the collège royal to the colonial high school: history of a secondary school under a colonial government

Clémence Préault

- 1 La Réunion, alors appelée île Bourbon, devient une colonie de peuplement à partir de 1663, avec l'implantation de colons européens auxquels la Compagnie des Indes accorde des concessions de terres à partir de 1715. Ils vivent alors sur ces domaines qu'ils exploitent en cultures vivrières et d'exportation avec leurs esclaves. Le système qui s'instaure alors est celui d'une société stratifiée dominée par les grands propriétaires. Le gouverneur de la colonie, installé à Saint-Denis, représente le pouvoir exécutif sur l'île. Il est assisté d'un Conseil privé. Le directeur de l'Intérieur sert de relais pour le pouvoir métropolitain. Les lois françaises sont donc adaptées par des ordonnances, y compris dans le domaine scolaire.
- 2 La première dans ce cadre est celle du gouverneur Henri Habert de Vauboulon qui, en 1690, tente sans succès de rendre obligatoire l'enseignement primaire. En effet, seules les grandes familles de propriétaires donnent une instruction à leurs enfants en faisant appel à des maîtres particuliers puis éventuellement, en les envoyant suivre un enseignement secondaire en France, pour les plus fortunées, tel Henri-Paulin Panon-Desbassayns, qui confie ses fils au collège de Sorèze¹.
- 3 Un premier collège est ouvert par les Lazaristes en 1736 puis, sous la Révolution, plusieurs tentatives de création d'établissement sont vite avortées. Toutefois les élèves réunionnais peuvent avoir accès au lycée des Îles de France et de La Réunion, créé en

1803 par le préfet colonial Charles Decaen à l'emplacement de l'école centrale de Port-Louis (île Maurice), suite à la loi du 11 floréal de l'an X (1^{er} mai 1802) instituant les lycées en France. Mais en conséquence du traité de Paris (1814), l'île Maurice devient possession anglaise et il n'est plus concevable pour les habitants de Bourbon d'envoyer leurs enfants recevoir une instruction en territoire ennemi. Les colons s'organisent alors pour mettre en œuvre la création d'une institution privée à Saint-Denis, l'institution d'Eugène Gallet, dirigée par un ancien instituteur.

- 4 Cet établissement n'étant pas suffisant, se reforme alors sous la Restauration le projet de création d'un établissement public à La Réunion, un véritable « collège royal » comme en métropole. Ce projet est toutefois plusieurs fois retardé par les autorités françaises par crainte d'une formation d'un « esprit colon » et de l'émergence d'une volonté autonomiste par affaiblissement des contacts avec la métropole. Toutefois, malgré ces appréhensions, le ministre de la Marine et des Colonies admet la nécessité d'établir un collège royal à Bourbon afin de dispenser une éducation secondaire aux fils d'une bourgeoisie en développement avec l'essor de l'industrie, alors que celle-ci ne peut leur offrir des études en France pour des raisons économiques.

La création du collège royal : la mise en place de l'enseignement secondaire à La Réunion

- 5 Demandé par le gouverneur Athanase Bouvet de Lozier dès 1815, le collège royal est institué par une ordonnance locale du 24 décembre 1818 du gouverneur Pierre Bernard Milius qui en fixe les dispositions institutionnelles, administratives, matérielles et pédagogiques². L'établissement s'installe dans la partie sud du quartier de Saint-Denis, près du jardin d'acclimatation nommé Jardin de l'État. L'emplacement, le long de la rue Dauphine (actuellement rue du Général-de-Gaulle) est alors occupé par les logements du commandant du Génie, du commandant d'Armes et du capitaine du Port³. Seuls deux petits bâtiments sont construits sur le terrain, comme en témoigne l'état des lieux dessiné par Prion, élève des Ponts et Chaussées, en mars 1822⁴ [fig.1] : un « bâtiment a » de plan carré en rez-de-chaussée et couvert à quatre pans présente un patio intérieur et le « bâtiment b » rectangulaire divisé en six pièces avec un étage de comble.

Figure 1

Plan de l'enceinte du collège royal à Saint-Denis Île Bourbon par Prion, élève dessinateur des Ponts et Chaussées, 1822, conservé aux Archives nationales de l'Outre-Mer (ANOM, 23DFC0167B).

Reproduction direction des Affaires culturelles (DAC) de La Réunion.

- 6 Une cuisine et un réfectoire appuyés au mur d'enceinte complètent l'ensemble. Ces constructions en moellons enduits de chaux et toits en bardeaux sont similaires aux différents édifices administratifs construits depuis la fin du XVIII^e siècle dans l'île (tribunaux, maisons de police, bureaux de douane), rares bâtiments en maçonnerie sur un territoire où domine la construction en bois.
- 7 Le collège est inauguré le 7 janvier 1819 par le gouverneur Milius et accueille à son ouverture vingt-cinq élèves dans son pensionnat. La direction de l'établissement est confiée au colonel Josselin-Jean Maingard, directeur de l'artillerie, né à l'île de France, et où, à la suite de sa carrière militaire, il avait pris part en 1802 à la création du lycée comme président de la commission d'Instruction publique. Un buste est inauguré en son honneur en 1863 dans la cour du lycée [fig. 2].

Figure 2

Album de La Réunion : lycée impérial. Inauguration du buste du colonel Maingard. 13 août 1863, Louis Antoine Roussin (1819-1894), ouvrage conservé au centre de documentation de la DAC de La Réunion.

Reproduction DAC de La Réunion.

- 8 À l'ouverture sont recrutés six professeurs agrégés (mathématiques, rhétorique, humanités, dessin), un maître de lecture et un d'écriture ainsi qu'un surveillant et un portier. L'ensemble du personnel est logé sur place.
- 9 L'établissement accueille alors les garçons « âgés de neuf à quatorze ans appartenant à des familles créoles propriétaires et domiciliées dans la Colonie ». L'enseignement y est payant (95 F par mois pour les pensionnaires⁵), excluant de fait une grande partie des habitants de l'île de cette instruction secondaire.
- 10 En parallèle est organisé un service de l'Instruction publique à Bourbon : la commission d'Instruction publique est créée par ordonnance du 1^{er} juillet 1820⁶, comprenant un officier d'état-major, le procureur général, le commissaire de marine, le préfet apostolique, l'ingénieur en chef, le maire de Saint-Denis et le principal du collège royal. Elle fut chargée de la surveillance de tous les établissements d'enseignement, de la mise en place des programmes et de la surveillance des professeurs. Cette commission est plusieurs fois réformée jusqu'en 1886 mais perd peu à peu de son pouvoir. En effet, la charge de l'Instruction publique fait partie des attributions du directeur de l'Intérieur depuis 1825 et en 1849 deux arrêtés mettent à la tête de ce service un inspecteur de l'Instruction publique, déclinaison locale de l'inspection des lycées mise en œuvre en France métropolitaine depuis le Premier Empire.
- 11 En 1829, le collège royal est agrandi d'un nouveau bâtiment appelé grand lycée. Cet édifice est placé au centre de la parcelle dédiée à l'établissement scolaire, en retrait de la rue. Cette longue barre sur trois niveaux est couronnée à l'origine d'un étage d'attique. Le corps central est pourvu d'une galerie à arcature classique sur trois niveaux. Cette galerie permet la circulation dans le bâtiment mais également la

ventilation de l'édifice, selon un procédé très largement employé pour les maisons créoles. En effet, la façade principale des grandes villas créoles est traditionnellement composée d'une varangue, terrasse couverte qui aide à la circulation de l'air dans les habitations. Les salles du lycée sont donc installées en retrait de cette large galerie couverte. Cette configuration est typique des grands édifices publics construits au début du XIX^e siècle dans le centre de Saint-Denis qui devient peu à peu une ville administrative. Cette construction devient le bâtiment principal du lycée par son ampleur ainsi qu'un édifice emblématique reproduit sur les cartes postales [fig. 3].

Figure 3

Grand lycée de Saint-Denis, carte postale conservée aux archives départementales de La Réunion (5F16.342).

Reproduction archives départementales de La Réunion, Iconothèque historique de l'océan Indien.

Le lycée de La Réunion : fonctionnement et évolution d'un établissement dans un contexte colonial

- 12 Avec la Deuxième République, le collège royal prend le nom de lycée de La Réunion en 1848, puis de lycée colonial en 1849. Après l'instauration du Second Empire, il devient lycée impérial de Saint-Denis en 1853.
- 13 En 1860, le baron Rodolphe Augustin Darricau achète les terrains adjacents à la parcelle du lycée, sous l'impulsion du gouverneur Théodore Drouhet. Cette extension permet la construction du petit lycée. Ce bâtiment, moins imposant que le grand lycée, est construit sur deux niveaux avec un étage d'attique. Il reprend également le principe des galeries du grand lycée mais sous une forme plus simple. Ici les galeries sont bâties hors-œuvre avec une structure de colonnes et charpente de fonte. L'ensemble des colonnettes et balustrades est importé d'Europe et acheminé par bateau jusqu'à La Réunion afin d'être monté sur place. Ce procédé constructif se retrouve dans plusieurs édifices, en particulier militaires, construits à Saint-Denis dans les

années 1840-1850, tel l'hôpital militaire, rue de Paris. Les ingénieurs militaires envoyés dans la colonie mettent en œuvre des typologies constructives inspirées de modèles classiques mais adaptées au territoire et au climat. Le modèle, que l'on retrouve dans d'autres territoires coloniaux, est ainsi ici réemployé du militaire au scolaire. En 1863, une chapelle est ajoutée au lycée, au sud-ouest de l'emplacement. Elle deviendra, du fait de la loi de séparation de l'Église et de l'État, l'église de l'Assomption, détachée de l'enceinte du lycée.

- 14 Le lycée, malgré un nombre croissant d'élèves, connaît des difficultés de recrutement des enseignants. Ceux-ci sont en grande partie des fonctionnaires recrutés par le ministère des Colonies parmi le corps enseignant métropolitain. Les titres exigés pour enseigner au lycée de La Réunion sont les mêmes qu'en métropole, les professeurs reçoivent des indemnités supplémentaires pour leur service dans les colonies. La correspondance du chef de l'Instruction publique⁷ révèle de nombreuses absences et demandes de permissions des professeurs ; certains ont des difficultés d'adaptation au territoire et les demandes de séjour en cure de « changement d'air » dans les hauts de l'île sont nombreuses ainsi que les retours en métropole, vers laquelle la durée du voyage constitue un obstacle pour pallier ces absences au lycée.
- 15 À la chute de l'Empire, l'établissement reprend le nom de lycée de Saint-Denis, puis en 1897 il devient lycée Leconte-de-Lisle en l'honneur du poète parnassien, né à Saint-Paul et ayant fait ses études au collège royal de Saint-Denis avant de les poursuivre à Paris.
- 16 Sous la III^e République, le contenu de l'enseignement s'assimile peu à peu à celui de la métropole. Les salles de classe sont équipées de matériel envoyé par le ministère de l'Instruction publique, tel le cabinet de physique en 1894 ou la bibliothèque qui s'enrichit de nouveaux ouvrages en 1895. Des cartes géographiques sont également expédiées en 1897⁸.
- 17 Suite à un décret du 17 juillet 1906⁹ sont créées au lycée Leconte-de-Lisle des « divisions professionnelles », qui témoignent d'une ouverture de l'enseignement secondaire à des couches plus larges de la société réunionnaise. Ce système résulte d'une adaptation aux colonies, en particulier aux lycées de Guadeloupe et de La Réunion, des décrets de 1902 réformant l'enseignement secondaire en France. Cet enseignement professionnel comprend, au lycée de Saint-Denis, trois sections : agricole, industrielle et commerciale, nécessaires à l'économie de l'île. L'école d'industrie est celle qui est ouverte le plus largement à différentes classes sociales. Le programme est conforme à celui des écoles pratiques, avec toutefois des adaptations au contexte local des cultures agricoles, des industries à développer dans l'île et au commerce dans l'océan Indien, en particulier avec Madagascar¹⁰. Un système de bourses donne la possibilité aux meilleurs élèves de cette section d'accéder au cursus classique du lycée.
- 18 L'établissement devient alors le « premier établissement d'instruction des colonies françaises hors de la Méditerranée » selon un rapport du chef de l'Instruction publique au gouverneur daté de 1909¹¹. Le rôle du lycée est désormais vu comme servant à maintenir entre les colonies et la métropole « un contact assez intime pour en assurer la formation de l'élite intellectuelle dans ces petites Frances et la métropole [...] les lycées coloniaux [sont] de puissants moyens de pénétration morale et d'assimilation intellectuelle¹² ». Toutefois le proviseur du lycée réclame une mise à niveau des établissements des colonies par rapport aux lycées métropolitains. Le lycée souffre en effet de son éloignement et d'un désintérêt du ministère de l'Instruction publique. Il réclame la création d'une Inspection spécifique aux lycées coloniaux qui permettrait

d'adapter les directives nationales aux contextes locaux des colonies. L'enseignement s'inscrit toutefois progressivement dans un réseau colonial et à l'échelle de l'océan Indien, l'apprentissage de l'anglais au lycée est considéré comme un des enseignements fondamentaux en raison des positions des gouvernements français et anglais dans la zone. L'enseignement de cette langue est renforcé grâce à l'apport d'assistants d'origine indienne venus de la province sud-africaine du Natal.

- 19 Le 26 février 1910, un incendie détruit une grande partie des bâtiments construits au cours du XIX^e siècle suite à des étincelles provoquées lors des réparations au toit du bâtiment principal. L'incendie ne fait pas de victimes, une grande partie du mobilier est évacuée mais les locaux ne peuvent plus accueillir les élèves. Le lycée est temporairement transféré dans une partie de l'hôpital militaire. Les édifices sont reconstruits en 1911 par l'entreprise Louis Payet, qui reprend le plan des bâtiments d'origine. L'étage supérieur en attique sous une haute toiture à deux pans n'est toutefois pas reconstruit, le nouveau bâtiment étant couvert d'une simple toiture à deux pans à faibles pentes, sans combles. L'ensemble est rebâti en pierre de taille et en moellons qui proviennent pour une grande partie de la démolition des bâtiments incendiés¹³. Les planchers et cloisons sont réalisés en béton armé de métal. L'ensemble est enduit d'un mortier de chaux hydraulique, recouvert d'un badigeon blanc¹⁴. Les cours reprennent dans l'établissement dont les travaux se poursuivent jusqu'en 1925 avec la construction du moyen lycée et du petit lycée [fig.4].

Figure 4

Petit lycée de Saint-Denis, carte postale conservée aux archives départementales de La Réunion (5F16.383).

Reproduction archives départementales de La Réunion, Iconothèque historique de l'océan Indien.

- 20 À partir de 1913 sont annexés au lycée Leconte-de-Lisle les cours secondaires de jeunes filles¹⁵. La Réunion ouvre l'enseignement secondaire aux filles bien après les lois de Victor Duruy (1867) et Camille Sée (1880), alors que les gouverneurs de Martinique et de Guadeloupe ont ouvert des pensionnats de jeunes filles dès 1882-1883. Des prospectus du lycée Leconte-de-Lisle parus dans le livret-guide illustré de La Réunion¹⁶ vantent

l'instauration de ces classes dans l'ancien hôpital militaire, avec un enseignement par un personnel féminin assisté de professeurs du lycée de garçons [fig. 5].

Figure 5

LE LYCÉE LECONTE de LISLE

Fondé à Saint-Denis de la Réunion en 1818, est le plus ancien et le plus important des Colonies françaises.

Récemment reconstruit, il comprend trois grands corps de bâtiments à étages. Ses cours de récréations, infirmerie et dépendances couvrent 5 hectares. Il possède 22 classes avec 36 professeurs et répétiteurs et distribue l'enseignement secondaire complet. Les examens du Baccalauréat sont subis dans la Colonie, ainsi que les concours d'admission aux Ecoles d'Arts et Métiers, Instituts industriels et Ecoles Nationales d'Agriculture.

GRAND LYCÉE DE SAINT-DENIS (Réunion)

EXTERNAT SURVEILLÉ <i>Tarifs pour 10 mois de classe</i>	INTERNAT Prix Unique. . 600 fr. <i>tous frais compris en dehors du trousseau</i>
Classes élémentaires. . 120 fr. 1 ^{er} Cycle secondaire. . 200 fr. 2 ^e ————. . 250 fr.	
Abonnement aux Livres et Fournitures Classiques (Mêmes Cours) 7,50, 15 et 25 fr.	SERVICE MÉDICAL GRATUIT Sanatorium de Vacances sur les hauteurs

Le Lycée comprend, en outre, un **Cours Normal d'Instituteurs** préparatoire au brevet supérieur et à la carrière de l'enseignement, une section commerciale, et, à partir de 1912, des

Cours Secondaires de Jeunes Filles

Ceux-ci, magnifiquement installés au voisinage de la mer, dans l'ancien Hôpital militaire, constituent également un **Lycée complet** avec internat et cours professionnels et ménages annexes.

Ecole maternelle avec jardin d'enfants *Cuisine, Brosserie, Boîtes et Salles de Bains modernes*
DIVISIONS PRIMAIRES *Cou à tous les étages*
Cours secondaires en deux cycles de 3 années chacun *Laboratoires et Salles de Couture*
Cours normal d'institutrices *Infirmerie avec terrasse sur la Mer*

Il prépare aux mêmes grades suivant les mêmes tarifs. Les enseignements de la gymnastique suédoise, du dessin et du chant sont gratuits. Piano et arts d'agrément facultatifs payés à part. L'enseignement primaire est distribué par des institutrices, l'enseignement secondaire par un personnel féminin assisté de professeurs du lycée de garçons. La présence simultanée de deux enfants, frère ou sœur, dans l'un ou l'autre établissement, donne droit à une remise d'un huitième de tarifs.

Pour tous renseignements, s'adresser au Proviseur du Lycée, à St-Denis
Tous les paiements et envois de fonds doivent être effectués à l'Econome

Publicité pour le lycée de La Réunion dans *La Réunion : sanatorium, sources thermales. Pittoresque aux sites enchanteurs*, Gustave Manes, syndicat d'initiative de La Réunion, Saint-Denis, 1913, ouvrage conservé au centre de documentation de la DAC de La Réunion.

Reproduction DAC de La Réunion.

- 21 Ce lycée de jeunes filles prend son indépendance à la fin des années 1930 avec la construction par la colonie d'un bâtiment dédié en face du lycée de garçons, et nommé lycée Juliette-Dodu (actuel collège Juliette-Dodu).
- 22 Après la départementalisation en 1946, l'enseignement secondaire se développe à La Réunion. L'enseignement, comme tous les autres secteurs, doit suivre les textes métropolitains et se met alors en place un appareil administratif de l'instruction publique organisé comme dans les autres départements français. L'effort est d'abord concentré sur les écoles primaires, puis les années 1960 voient l'essor des constructions d'enseignement secondaire. L'enseignement secondaire devient gratuit et de nouveaux lycées voient le jour, tel le lycée Roland-Garros, implanté au Tampon, dans le sud de l'île, et inauguré en 1965. Un nouveau bâtiment est construit au lycée Leconte-de-Lisle en 1965, puis l'année suivante est édifée la cité scolaire du Butor à l'est de Saint-Denis, le lycée y est transféré. Les bâtiments de l'ancien lycée colonial accueillent alors le collège Bourbon jusqu'à aujourd'hui [fig. 6].

Figure 6

Collège C.E.S. Bourbon, rue Jean-Châtel, face antérieure, 1976.

© Jean-Paul Saint-Aubin (Région Réunion, Inventaire général du patrimoine culturel).

- 23 Le collège Bourbon a fêté au cours de l'année scolaire 2018-2019 ses deux cents ans d'existence, notamment par des visites et découvertes organisées lors des Journées européennes du patrimoine. La question de la patrimonialisation de cet édifice majeur pour l'histoire de l'éducation à La Réunion se pose encore. L'ensemble est aujourd'hui très hétérogène avec des adjonctions de plusieurs bâtiments depuis les années 1960, qui restent à analyser plus finement. Aucun édifice scolaire n'est actuellement protégé au titre des monuments historiques à La Réunion, cette typologie d'édifices n'ayant pas été abordée sur le territoire dans le cadre d'inventaires et de protections. Toutefois plusieurs autres édifices publics bâtis à Saint-Denis au milieu du XIX^e siècle, notamment des édifices militaires construits par les ingénieurs en poste sur le territoire, sont inscrits au titre des monuments historiques. La construction du lycée de Saint-Denis reste néanmoins un *unicum* pour la période coloniale à La Réunion, la plupart des autres constructions scolaires ayant eu lieu après la départementalisation. Une étude de cette thématique est prévue pour l'année 2021 dans le cadre du label « Architecture contemporaine remarquable ». L'ancienne « case des proviseurs » du lycée a été réhabilitée en 1981 pour abriter l'agence départementale d'Information sur le logement et le conseil d'architecture d'urbanisme et d'environnement qui en assure également la valorisation.

NOTES

1. Archives nationales (AN), 696 AP/2, pension de Julien-Augustin, Henry (dit Montbrun) et Philippe (dit Richemont) à l'École militaire royale de Sorèze (Tarn).
 2. LUCAS Raoul, *Bourbon à l'école 1815-1946* [1997], Saint-André (La Réunion), Océan éditions, coll. « Histoire », 2006.
 3. Archives nationales d'Outre-Mer (ANOM), 23DFC0112terA, « Plan de la ville de St Denis et de ses environs, Isle Bonaparte » par Chandelier, 1808.
 4. ANOM, 23DFC0167B, « Plan de l'enceinte du collège royal à St Denis, Ile Bourbon » par Prion, 1822.
 5. VAXELAIRE Daniel, 1768-1848. *Le Temps des révolutions*.t.II in LENTGE Jacques, VAXELAIRE Daniel, BÉNARD Jules & MAURIN Henri (dir.), *Le Mémorial de La Réunion*, Saint-Denis, Australe éditions, 1979-1980.
 6. SCHERER André, *Guide des Archives de La Réunion*, Saint-Denis, archives départementales de La Réunion, 1974.
 7. Archives départementales de La Réunion (ADR), 1T 40/1, correspondance du chef de l'Instruction publique.
 8. ADR 1T40/1, correspondance du chef de l'Instruction publique.
 9. ADR 1T40/1, correspondance du chef de l'Instruction publique, 1906.
 10. ADR 1T86, rapport de M. Muller concernant la création des sections techniques, 1903.
 11. ADR 1T 40/1, rapport sur le lycée de Saint-Denis, 17 octobre 1909.
 12. ADR 1T 40/1, rapport sur le lycée de Saint-Denis, 17 octobre 1909.
 13. ADR 1T29, Rapport de la commission d'Instruction publique, 1913.
 14. ADR 1T29, Cahier des charges pour la reconstruction du lycée de Saint-Denis.
 15. ADR 1T29, Notice sur les cours secondaires et professionnels de jeunes filles annexés au lycée de Saint-Denis, 1913.
 16. MANES Gustave, *La Réunion : sanatorium, sources thermales. Pittoresque aux sites enchanteurs*, Saint-Denis, syndicat d'initiative de la Réunion, 1913.
-

RÉSUMÉS

La Réunion, colonie française de l'océan Indien depuis 1663, connaît au début du XIX^e siècle le développement d'un enseignement secondaire avec la création du collège royal de Saint-Denis. Cet établissement est l'aboutissement des demandes des habitants de l'île et des négociations entre le gouverneur de la colonie et le gouvernement de la métropole. Instauré par ordonnance du gouverneur Pierre Bernard Milius en 1818, le collège royal permet aux fils de la bourgeoisie réunionnaise d'accéder plus aisément aux études secondaires, avec toutefois des décalages par rapport au système scolaire tel qu'il s'organise au cours du XIX^e siècle en France. L'essor de cette instruction secondaire se matérialise par un agrandissement progressif des locaux destinés au lycée au fil du siècle, grâce aux apports constructifs des ingénieurs militaires en poste dans la colonie. Ces études restent toutefois réservées à une classe sociale dominante, en très grande majorité blanche, dans une société encore marquée par la période esclavagiste. Au début du

xx^e siècle, le lycée ouvre cependant des sections professionnelles qui permettent d'élargir l'accès à l'enseignement secondaire, tandis que des cours secondaires de jeunes filles ouvrent en 1913. Malgré ces évolutions, le lycée de La Réunion reste ancré dans un fonctionnement particulier au contexte local et colonial jusqu'à la départementalisation de 1946 et la dissolution des anciennes institutions coloniales dans le système administratif français.

Reunion Island was a French colony in the Indian Ocean since 1663. After 1815 and the British possession of Mauritius Island (the former Isle de France), Reunion Island needed a new place for secondary education. The creation of the "Collège Royal" in Saint-Denis was the culmination of the many requests from the inhabitants of the Island and the negotiations between the local governor and the French government. It was established by ordinance of Governor Milius in 1818. The Collège allowed the upper middle-class to access secondary education more easily, with, however, some differences with the French school system, as it was organised in France during the 19th century. The growth of secondary education materialised with an increasing expansion of the premises dedicated to the "lycée" (France's high school) over the century, which were built thanks to military engineers posted in the colony. These studies were however mainly meant for the upper class, overwhelmingly white, in a society where the mentality of the slavery period still prevailed. At the beginning of the 20th century, the lycée opened vocational training sections, which improved access to secondary education. Secondary classes for ladies opened in 1913. In spite of some changes, the "lycée de La Réunion" remained rooted in a specific local and colonial system until 1946. That year, Reunion Island became a French department and adopted the whole French administrative system.

INDEX

Mots-clés : collège royal, lycée, La Réunion, outre-mer, colonies

Keywords : secondary education, high school, Reunion island, French overseas territories, colonies

AUTEUR

CLÉMENCE PRÉAULT

Chargée d'études documentaires à la direction des Affaires culturelles de La Réunion
clemence.preault@culture.gouv.fr